



# PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE NORD DU GHANA : COMPRENDRE LES MÉCANISMES ET LES PRATIQUES DE RÉSILIENCE AUTOCHTONES DES COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES

## INTRODUCTION

L'extrémisme violent est une préoccupation majeure pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest (OTAN, 2022), ayant déstabilisé la région du Sahel (Le Roux, 2019a ; Africa Center for Strategic Studies, 2024) et menacé également les États côtiers (Aubyn, 2021). Malgré les mesures mises en œuvre aux niveaux national et régional, telles que l'Initiative d'Accra et la Force opérationnelle conjointe du G-5 Sahel au Mali, au Niger, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Tchad (NSD-S Hub & ACSRT, 2022), les organisations extrémistes violentes continuent de mener des attaques dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest (Le Roux, 2019b ; Eizenga, 2020 ; Africa Center for Strategic Studies, 2020). Le Ghana reste exposé au risque d'infiltration et d'attaques d'extrémisme violent en raison de sa proximité avec les pays du Sahel, de la porosité de ses frontières, de l'afflux de réfugiés en provenance du Sahel et de son potentiel pour les organisations extrémistes violentes comme le JNIM, en particulier autour de ses frontières septentrionales (NSD-S Hub et ACSRT, 2022 ; Bukari et Koren, 2025). Le risque d'extrémisme violent dans le pays est encore exacerbé par des facteurs tels que la marginalisation socio-économique des communautés isolées, les inégalités, le mécontentement et le chômage des jeunes, les activités criminelles transfrontalières, la présence limitée de services essentiels et de l'État dans les zones isolées (Aning & Amedzator, 2022 ; National Commission for Civic Education, 2023 ; UNDP Ghana, 2023).

Afin de renforcer la résilience et de contrer la menace de l'extrémisme violent, le Ghana a mis en œuvre divers mécanismes et cadres politiques, notamment le cadre national pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (NFPCVET), l'opération Conquered Fist, l'initiative d'Accra et la sensibilisation par le biais de la campagne « See something, Say something » (Appiah-Boateng & Osei-Kufuor, 2024). Le NFPCVET met l'accent sur les principes de prévention, de préemption, de protection et de réponse, et recommande l'intégration des politiques nationales et des mécanismes de protection locaux, par exemple en exploitant la contribution potentielle des chefs traditionnels au maintien d'une coexistence pacifique entre les communautés et les groupes ethniques (Ministry of National Security, 2019, p. 15).

Outre ces mesures spécifiquement ciblées, d'autres dispositions légales sont mobilisées dans le cadre des efforts de lutte contre l'extrémisme, notamment les lois relatives au blanchiment d'argent, à la criminalité organisée et au terrorisme. Des organisations de la société civile telles que le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) et des institutions étatiques telles que les Conseils national et régional pour la paix et la Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE) entreprennent des activités de renforcement des capacités et des campagnes de sensibilisation sur l'extrémisme violent dans le nord du Ghana, afin de renforcer la résilience des communautés (Appiah-Boateng & Osei-Kufuor, 2024).

La résilience des communautés est essentielle pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (Ellis & Abdi, 2017 ; Djana-to, 2024 ; Flan, 2024). Alors que le gouvernement ghanéen reconnaît son importance (Ministry of National Security, 2019) et la nécessité d'une approche holistique combinant les interventions de l'État et les mécanismes locaux, la recherche suggère que les efforts de renforcement de la résilience dans les communautés frontalières du Ghana ont principalement adopté des approches sécuritaires et descendantes, négligeant les mécanismes et les pratiques autochtones (The Commonwealth & National Peace Council, 2022 ; Appiah-Boateng & Osei-Kufuor, 2024). En outre, les acteurs locaux et les institutions extérieures au secteur de la sécurité n'ont été que très peu associés aux efforts de lutte contre l'extrémisme (The Commonwealth & National Peace Council, 2022). Dans ce contexte, cette note de synthèse explore les mécanismes et les pratiques de résilience autochtones - entendus ici comme ceux qui utilisent des approches participatives communautaires (Yadeun-Antuñano & Vieira, 2019 ; Crowe et al., 2024) - des communautés frontalières du nord du Ghana à l'égard de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Plus précisément, cette note de synthèse : 1) cartographie les mécanismes et pratiques de résilience autochtones des communautés frontalières ; et 2) analyse les implications de l'utilisation de ces mécanismes et pratiques pour les politiques relatives à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent.

L'étude utilise une approche qualitative basée sur des entretiens avec des acteurs communautaires clés. Ce modèle a été choisi parce qu'il existe peu d'informations empiriques sur les approches communautaires et ascendantes en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Ghana. Un modèle qualitatif offre donc l'avantage de fournir une analyse approfondie et nuancée de la manière dont les communautés frontalières mobilisent et donnent un sens à leurs pratiques locales de résilience face à l'extrémisme violent. L'étude donne la parole aux acteurs locaux qui, jusqu'à présent, n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans le pays. Au total, 26 acteurs clés ont été sélectionnés à dessein pour être interrogés, notamment des chefs traditionnels, des chefs religieux, des jeunes, des femmes, du personnel de sécurité, des membres d'assemblées, des membres de groupes de surveillance communautaires et des autorités politiques locales. Les personnes interrogées provenaient de Sapelliga et Zebilla, dans la région du Haut Ghana oriental, et de Hamile, Fielmuo, Nandom, Lawra et Wa ouest, dans la région du Haut Ghana occidental. Ces acteurs ont été sélectionnés en raison de leur profil d'acteurs locaux de première ligne en matière de défense, qui jouissent de la confiance et de la légitimité de leurs communautés et sont donc bien placés pour faire le lien entre les politiques nationales et les réalités locales. Une analyse thématique a été utilisée pour interpréter les données. En outre, des données secondaires - notamment des articles de journaux, des notes de synthèse, des rapports de recherche et d'autres documents en ligne - ont été examinées pour fournir des informations contextuelles. L'étude a respecté les principes éthiques du consentement éclairé, de la participation volontaire, de l'anonymat et de la confidentialité. Des pseudonymes ont été utilisés pour les participants à l'étude. Toutefois, l'utilisation d'une approche qualitative et la taille réduite de l'échantillon limitent la généralisation des résultats.

## ANALYSE CONTEXTUELLE

La diversité religieuse et ethnique du nord du Ghana, qui comprend des chrétiens, des musulmans et des adeptes des religions africaines traditionnelles (Ghana Statistical Service, 2021), devrait rendre le recrutement d'extrémistes et la radicalisation difficiles. Malgré la violence et la radicalisation des groupes musulmans au Ghana (Aning & Abdallah, 2013), cette diversité favorise la coexistence pacifique et la tolérance (Adam et al., 2024 ; Assanful, 2023). Néanmoins, le ministère de la sécurité nationale (2019) a affirmé l'existence d'une radicalisation religieuse dans le pays, et a fait valoir qu'elle était le résultat d'enseignements religieux « dévoyés ». Le passage de la radicalisation à l'extrémisme violent peut alors être exacerbé par les lacunes de la gouvernance dans des domaines tels que la pauvreté, le chômage, la marginalisation, le sous-développement et la corruption. Yahuza et al. (2025) identifient plusieurs autres facteurs facilitant la transition des jeunes musulmans vers l'extrémisme violent, notamment les crises d'identité, l'exposition à des récits extrémistes en ligne et à l'étranger, et l'exclusion socio-économique. Ils soulignent en particulier la pratique de « l'amour extrême pour les chefs religieux » et « l'afflux de cassettes audio/vidéos d'érudits nigériens dans les grands médias islamiques ghanéens/chez les diplômés saoudiens » (p. 134).

Les communautés du nord du Ghana disposent de mécanismes et de pratiques autochtones efficaces pour prévenir et traiter les conflits, la violence et les problèmes communs (Bukari, 2013 ; Ibrahim et al., 2019). Les chefs traditionnels et religieux utilisent les connaissances et les coutumes locales pour favoriser la cohésion et régler les différends (Osei-Kufuor & Bukari, 2022). Cependant, la région est vulnérable en raison de la porosité de ses frontières (Ghana Boundary Commission, 2024), et la cohésion sociale est menacée par plusieurs types de tensions sociales : conflits interethniques et/ou intercommunautaires (Agyeman, 2021 ; Tengzu, 2024), conflits entre agriculteurs et éleveurs (Soeters et al., 2017 ; Bukari, 2017 ; Ahmed, 2022), et conflits au sein de certaines communautés musulmanes<sup>1</sup>. Toutefois, ces conflits n'ont pas été directement reliés à l'extrémisme violent (Yaro & Kipo-Sunyehzi, 2024).

Les chercheurs ont observé plusieurs cas en Afrique de l'Ouest où les mécanismes et les pratiques autochtones ont soutenu la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. Flan (2024) constate que les structures et mécanismes communautaires dans le nord de la Côte d'Ivoire, tels que les chefs traditionnels et religieux, soutiennent la résilience face à l'extrémisme violent en

<sup>1</sup> Au cours de la dernière décennie, les tensions au sein de la communauté musulmane orthodoxe de Nandom Zongo, dans la région du Haut Ghana occidental, ont donné lieu à de violentes confrontations et, parfois, à la fermeture de la mosquée centrale. Le conflit a débuté par une lutte pour le leadership religieux, mais s'est ensuite étendu aux divisions entre les catégories ethniques et linguistiques. Voir Kuupiel (2021) et Kuupiel & Nangwele (2022, 2025).

contrant les discours de haine, en prônant la paix, en sensibilisant, en promouvant le dialogue interreligieux et en partageant les informations relatives à l'extrémisme violent avec les autorités locales. Sajid et al. (2021) affirment que lorsque les chefs religieux participent activement à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, ils contribuent à renforcer la résilience de la communauté face au recrutement d'extrémistes et à la radicalisation. De même, Djanato et al. (2024) constatent que les campagnes de sensibilisation menées par les acteurs locaux, en particulier les femmes, contribuent à préserver la paix et à mieux faire comprendre l'extrémisme violent aux jeunes. Ces mécanismes communautaires servent de mécanismes d'intervention précoce contre l'extrémisme violent. En outre, les communautés qui entretiennent des relations de confiance solides sont en mesure d'empêcher les organisations extrémistes de recruter des populations vulnérables, car ces relations (entre membres de la famille, amis, chefs religieux, institutions publiques, organisations de la société civile, etc.) sous-tendent la mobilisation collective des ressources pour résoudre les problèmes communautaires, réduire la vulnérabilité des personnes et prévenir et lutter contre l'extrémisme violent (Schanzer et al., 2016 ; Ellis et al., 2016 ; Dalgaard-Nielsen & Schack, 2016 ; Ellis & Abdi, 2017). Par exemple, les organisations de jeunesse communautaires du Waziristan du Nord, au Pakistan, ont eu recours à des activités sociales, à l'éducation et à des campagnes de sensibilisation pour rétablir la confiance, promouvoir la paix et renforcer la cohésion sociale dans un contexte post-conflit (Makki & Akash, 2022). Dans le nord du Ghana, on a constaté que les liens familiaux, amicaux, culturels, économiques et linguistiques qui traversent la frontière entre le Ghana et le Burkina Faso facilitent le commerce, l'accès aux ressources, l'éducation et les soins médicaux (Aning & Amedzrator, 2022 ; Bernard, 2025).

## 1 MÉCANISMES ET PRATIQUES DE RÉSILIENCE AUTOCHTONES

Dans les communautés frontalières du nord du Ghana, plusieurs mécanismes, structures et pratiques routinières autochtones ont été observés pour aider à mobiliser des réponses collectives contre l'extrémisme violent. Il s'agit notamment de la mobilisation de chefs traditionnels et religieux, de groupes de surveillance communautaires, de réseaux sociaux, de l'éducation des jeunes par les femmes, d'activités sociales intercommunautaires et de l'interpellation et de la fouille des étrangers et des commerçants.

### 1.1 MOBILISATION DES CHEFS TRADITIONNELS ET RELIGIEUX

Les chefs traditionnels des communautés frontalières jouent un rôle crucial dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en mobilisant les membres et les ressources de la communauté, en organisant des réunions et en soutenant les groupes de surveillance communautaires. Ils partagent également des informations d'alerte précoce, interrogent les éléments suspects et signalent les menaces d'extrémisme violent qu'il perçoivent à la sécurité de l'État. Les chefs et les leaders religieux collaborent pour informer les membres de la communauté sur l'extrémisme violent et sur les mesures de précaution à prendre pour s'en prémunir. Les chefs religieux se servent de leurs sermons et des rassemblements religieux pour éduquer et sensibiliser la population à la question de l'extrémisme violent. Par exemple, ces chefs religieux ont déclaré :

L'éducation, l'éducation, l'éducation, voilà ce que nous faisons. Nous faisons régulièrement de l'éducation sur l'extrémisme violent dans nos sermons et lors d'autres rassemblements religieux. Nous signalons les personnes et les activités suspectes aux agences de sécurité pour qu'elles prennent les mesures nécessaires, et nous encourageons nos communautés à faire de même. Vous savez, Ketuo se trouve juste à la frontière et le risque est donc élevé. Nous leur disons donc de signaler lorsqu'ils voient quelque chose de suspect. (entretien, prêtre catholique à Nandom, 24 mai 2025)

Je conseille à mon peuple, par crainte d'Allah, de ne pas essayer de s'impliquer dans l'une de ces activités [extrémistes violentes]. Ce n'est pas seulement l'extrémisme violent que nous dénonçons dans les mosquées, mais aussi d'autres vices sociaux comme le vol, la bagarre, le tabagisme, etc. Ces activités sont contraires à l'Islam et nous ne devons pas nous en rendre coupables. Nous avons entendu parler de l'extrémisme violent dans nos pays voisins et de son caractère destructeur. Nous utilisons donc ces pays comme exemples pour conseiller à notre peuple de ne jamais songer à s'engager dans cette voie. Il y a quelques jours encore, nous avons organisé une cérémonie de mariage ici, et nous en avons profité pour parler de l'extrémisme violent aux jeunes. Chaque fois que nous nous réunissons au sein de la communauté, nous dénonçons l'extrémisme violent et d'autres vices sociaux. (entretien, responsable musulman à Nandom, 23 mai 2025)

Ces activités de sensibilisation menées par les chefs religieux ont contribué à accroître la vigilance de leurs communautés. Par exemple, un prêtre catholique de Nandom a indiqué qu'en juin 2019, des membres de l'église catholique de Hamile avaient arrêté un ressortissant burkinabé qui était entré dans l'église avec un pistolet et des munitions. En outre, les personnes interrogées ont expliqué que les chefs traditionnels organisent des réunions communautaires pour évaluer les risques et travaillent également avec les membres de l'assemblée (membres élus de l'assemblée du district), les comités d'unité (comités de l'administration locale au niveau de la communauté) et les agences de sécurité pour sensibiliser les écoles, les églises et les mosquées. Certains groupes religieux, comme l'Église catholique de Hamile, ont également entrepris de surveiller les activités humaines et les signes d'alerte précoce le long des frontières. Selon un prêtre catholique interrogé, deux personnes des communautés de Kandemegan-gn et Bekyiineteng dans la municipalité de Nandom, dans la région du Haut Ghana occidental, ont été formées par l'Église pour surveiller les activités humaines le long des frontières, notamment à l'aide d'appareils capables d'enregistrer et de photographier automatiquement les mouvements humains. Les données enregistrées sont automatiquement envoyées à un système central situé à Wa (la capitale régionale), et utilisées pour informer les mesures d'intervention. Les entretiens ont également révélé que les dirigeants catholiques facilitent la réinstallation des personnes déplacées qui ont fui les attaques violentes des extrémistes au Sahel vers le camp de réfugiés de Zini dans le district de Sissala ouest de la région du Haut Ghana occidental. Cette initiative, fruit d'une collaboration entre le diocèse catholique de Wa, Caritas Ghana et le PNUD, vise à fournir une aide humanitaire aux migrants qui ont fui le Sahel pour se réfugier dans les communautés frontalières. Un prêtre catholique a indiqué que le camp de réfugiés

contribuait à protéger ces personnes vulnérables de l'exploitation, du recrutement, de la radicalisation et de la manipulation par des groupes extrémistes violents.

## 1.2 GROUPES DE SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRES

Les communautés frontalières du nord du Ghana ont formé des groupes de surveillance communautaires pour détecter, surveiller, recueillir des informations et arrêter les personnes suspectes. Ces groupes, tels que les « Kolibuor » à Kokoligu dans la municipalité de Nandom dans la région du Haut Ghana occidental, et les « Koglweogo » (souvent écrit « Colwego ») à Sapelliga, Zebilla et dans d'autres zones de Bawku ouest dans la région du Haut Ghana oriental, sont organisés avec une structure de direction, sont armés de coutelas et échangent des informations sur les plateformes de médias sociaux. La taille des groupes de surveillance communautaires dans les communautés frontalières varie considérablement : à Sapelliga (région du Haut Ghana oriental), le groupe compte 30 membres stables, tandis qu'à Kokoligu (région du Haut Ghana occidental), le « Kolibuor » est composé d'une vingtaine de membres (fluctuant en raison des migrations) issus de quatre sections de la communauté. De même, le nombre de membres des groupes de surveillance communautaires dans le district de Wa ouest fluctue considérablement, car les jeunes émigrent souvent pour trouver de meilleures opportunités. La structure de direction du « Koglweogo » de Sapelliga comprend un président, un secrétaire, un organisateur, un commandant opérationnel, des commandants opérationnels adjoints et un conseil des anciens, chacun ayant un rôle spécifique dans la coordination des activités et la collaboration avec les agences de sécurité. En revanche, le « Kolibuor » n'a pas de rôle formel de leadership et dépend de la collaboration avec les autorités locales pour l'échange d'informations et la gestion des menaces.

Ces groupes exercent une surveillance communautaire et constituent le premier mécanisme local de réponse aux menaces de l'extrémisme violent. En raison de la présence limitée des forces de sécurité de l'État dans les zones frontalières reculées du nord du Ghana (PNUD Ghana, 2023), les groupes de surveillance communautaires sont souvent constitués par des chefs traditionnels, des leaders d'opinion et des membres de la communauté pour lutter contre la criminalité et l'insécurité et promouvoir la sécurité de la communauté (Kuupiel & Aubyn, 2025). Ils s'appuient sur leurs connaissances locales pour détecter et prévenir la criminalité et répondre aux besoins locaux en matière de sécurité (Sowatey & Atuguba, 2014). Les entretiens ont révélé que les activités des groupes de surveillance communautaires comprennent les patrouilles, la surveillance, la détection des signes d'alerte précoce, l'arrestation des éléments soupçonnés d'extrémisme violent, la sensibilisation des communautés, l'assistance au service d'immigration du Ghana dans le profilage des personnes fuyant l'extrémisme violent au Sahel, et la lutte contre les crimes tels que le vol, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et les vols à main armée. Un membre d'un groupe de surveillance communautaire à Sapelliga a déclaré :

Nous faisons beaucoup de choses. Nous patrouillons dans la communauté et si nous voyons quelque chose de suspect, nous intervenons. Si nous voyons un étranger dans la communauté, nous l'interpellons et l'interrogeons, et si nous découvrons qu'il représente un danger pour la communauté, nous le remettons à la police. Nous sensibilisons également la population au principe « see something, say something » (si vous voyez quelque chose, signalez-le), afin qu'elle nous signale, à nous ou à la police, toute personne ou activité suspecte au sein de la communauté, pour que nous puissions intervenir. Et puis, comme nous nous connaissons très bien entre nous et que nous connaissons bien la région, les services de l'immigration nous demandent parfois de les aider à établir le profil des personnes qui fuient le Burkina Faso pour se rendre dans notre communauté, en raison des attaques terroristes qui y sont perpétrées. La criminalité est également une autre chose que nous combattons ici. Si vous volez, nous vous arrêterons et nous vous remettons à la police. (entretien avec un membre du groupe de surveillance communautaire de Sapelliga, 4 mai 2025)

Les groupes de surveillance communautaires collaborent également avec des groupes similaires au Burkina Faso pour partager des informations et prévenir l'extrémisme violent. Dans la municipalité de Nandom, un acteur politique a indiqué que les groupes de surveillance communautaires contribuaient également à la lutte contre les activités de « galamsey » (exploitation minière illégale à petite échelle) le long des frontières, car ces activités peuvent servir à financer des groupes extrémistes. Les membres des communautés qui pratiquent la pêche, l'agriculture et la chasse le long des frontières sont recrutés dans les groupes de surveillance communautaires en raison de leur connaissance du terrain frontalier. Étant donné que les groupes extrémistes financent en partie leurs activités grâce au crime organisé, les groupes de surveillance communautaires interrogent parfois (par exemple, à Bawku ouest) des membres de la communauté dont la richesse est inexplicable ou dont le mode de vie ne correspond pas à leur source apparente de revenus.

## 1.3 RÉSEAUX SOCIAUX ET RELATIONS TRANSVERSALES ENTRE LES ACTEURS

Les communautés frontalières s'appuient également sur leurs réseaux sociaux internes et externes pour partager des informations sur les activités de l'extrémisme violent, ce qui les aide à anticiper et à contrer les menaces. Les participants de certaines communautés frontalières ont indiqué que les liens familiaux, culturels et linguistiques avec les communautés frontalières du Burkina Faso (c'est-à-dire les réseaux sociaux externes) servent de canaux d'échange d'informations sur les attaques de l'extrémisme violent ou les mouvements vers leurs communautés. Un membre de l'assemblée a déclaré :

Nous avons des gens de notre peuple au Burkina Faso. Vous savez, là-bas, ce sont des Dagara, comme nous. Il en vient ici tous les jours. Ils passent par Kokoligu pour acheter des choses. Il y a aussi des mariages entre les deux communautés. Ils nous disent toutes sortes de choses sur ces terroristes et donc nous aussi, nous nous préparons. Alors, lorsque nous entendons parler de quelque chose, notre groupe de sécurité local intervient pour arrêter la personne. (entretien, membre de l'assemblée de Kokoligu, 21 avril 2025)

Ces liens sociaux transfrontaliers peuvent en effet être utiles à la fois aux éléments extrémistes, qui les utilisent pour se réfugier et échapper aux arrestations (Aning & Amedzrator, 2022 ; Bernard, 2025), et aux communautés frontalières qui cherchent à contrer l'extrémisme violent. Les communautés frontalières utilisent leurs connaissances locales et leur capital social pour identifier et cartographier les itinéraires non approuvés, en particulier ceux qui sont inconnus des agences de sécurité et qui sont utilisés pour le commerce illicite, ou pour entrer et sortir du Ghana en passant par leurs communautés. Les groupes de surveillance communautaires tels que les « Koglweogo » de Sapelliga, Zebilla et d'autres régions de Bawku ouest ont établi des réseaux avec leurs homologues des communautés frontalières du Burkina Faso, ce qui leur permet de partager des informations et de collaborer pour prévenir les activités extrémistes au sein de leurs communautés. L'étude a révélé que, lorsque les résidents des communautés frontalières reçoivent des informations relatives à l'extrémisme violent de la part de leurs réseaux externes au Burkina Faso, ils transmettent ces informations au sein des communautés ghanéennes et d'une communauté à l'autre, toujours par le biais de leurs réseaux sociaux, d'appels téléphoniques et des médias sociaux. Certaines communautés frontalières, notamment Dikpe et Bagri dans la municipalité de Lawra, et Kokoligu, Bekyiineteng et Kandemegangn dans la municipalité de Nandom, ont adopté une pratique consistant à signaler les familles accueillant des Burkinabés au groupe de surveillance communautaire et aux chefs pour qu'ils vérifient leur identité. Les participants ont expliqué que, parce qu'elles partagent des liens familiaux, culturels et linguistiques transfrontaliers avec les communautés du Burkina Faso, certaines familles accueillent des étrangers sous le couvert d'une relation familiale. Les communautés frontalières interrogent donc les personnes originaires du Burkina Faso qui sont hébergées dans la communauté sur leurs liens familiaux avec leurs hôtes, et les expulsent s'il s'avère qu'elles n'ont pas de véritables liens familiaux. Selon Kuupiel et Aubyn (2025), cette pratique permet aux communautés frontalières de vérifier l'identité des étrangers accueillis dans la communauté et de prévenir l'infiltration des organisations extrémistes violentes.

#### **1.4 ÉDUCATION DES JEUNES PAR LES FEMMES**

Emmelkamp et al. (2020) affirment qu'une supervision parentale insuffisante est un facteur de risque pour la radicalisation des enfants dans l'extrémisme violent. Les femmes jouent un rôle important dans les communautés frontalières en éduquant les jeunes aux dangers de l'extrémisme violent et à la nécessité d'éviter les idéologies et les comportements extrémistes, ainsi que les activités criminelles, qui sont souvent exploitées par les organisations extrémistes violentes pour financer leurs opérations. Les femmes jouent également un rôle de premier plan dans la surveillance et le signalement d'éléments ou d'événements suspects aux groupes de surveillance communautaires. L'un des participants a déclaré :

Nous encourageons nos femmes à éduquer les jeunes à la maison pour qu'ils renoncent aux mauvais comportements tels que le vol et la violence. Les jeunes peuvent facilement être trompés par les extrémistes et les rejoindre, d'autant plus qu'il n'y a pas de travail et que beaucoup d'entre eux traînent dans la communauté. Les enfants sont proches de leur mère et l'écoutent plus que nous [les hommes], c'est pourquoi les femmes et nos épouses à la maison parlent aux jeunes pour qu'ils s'abstiennent de tous les vices. Elles signalent également toute chose ou personne suspecte dans la communauté. Nous leur disons que lorsqu'elles voient quelque chose, que ce soit sur le marché ou ailleurs, elles doivent le signaler. Et c'est ce qu'elles font. (entretien, membre du groupe de surveillance communautaire à Zebilla, 4 mai 2025)

Les initiatives éducatives menées par des femmes sur l'extrémisme violent se concentrent sur la sensibilisation, la non-violence, le dialogue, la tolérance, la cohésion sociale et la prévention de la participation des jeunes à des activités illicites. Ces initiatives jouent un rôle crucial dans la sensibilisation des jeunes aux tactiques de l'extrémisme violent et aux dangers qui y sont associés, en leur donnant les moyens de résister aux idéologies extrémistes (Djanato et al., 2024).

#### **1.5 ACTIVITÉS SOCIALES INTERCOMMUNAUTAIRES**

Dans les pays du Sahel comme le Burkina Faso et le Mali, les organisations extrémistes violentes exploitent les griefs et les conflits locaux pour recruter et radicaliser les personnes (Ammour, 2020). Pour éviter cela, les communautés frontalières du nord du Ghana organisent régulièrement des activités sociales intercommunautaires qui favorisent l'unité, l'amitié et la coexistence pacifique entre les groupes, telles que des matchs de football et des festivals culturels. Le festival Kukur Bagr, un festival culturel commun aux Dagaaba et aux Sissala dans les zones de Fielmuo de la région du Haut Ghana occidentale, promeut l'unité entre les deux groupes ethniques, empêchant l'extrémisme violent d'exploiter les différends fonciers qui les opposent. Un participant a déclaré :

La fête annuelle que nous célébrons normalement après la récolte, le Kukur Bagr, est généralement célébrée dans les villages environnants de Fielmuo, et les Sissala en font partie. Lorsque le conflit territorial a éclaté entre nous, les Sissala n'ont pas pu venir au marché de Fielmuo. Les Dagaabas ne les autorisaient pas à venir. Donc, ce qui nous rassemble, c'est la célébration du festival de Kukur Bagr. (entretien, jeune de Fielmuo, 20 avril 2025)

De même, certaines communautés ont institué des « galas » de football inter-villages, comme l'a expliqué un membre de l'assemblée :

L'une des choses que nous avons faites ici pour promouvoir l'unité et la paix est le gala de football. Nous organisons des galas de football dans les communautés environnantes, notamment Kokoligu, Bekyiineteng, Kandemegangn, Dahil, Guri, Hamile et les autres communautés environnantes. Une coupe est remise au vainqueur et chaque communauté se mobilise pour motiver et encourager ses joueurs. Ces jeux nous rassemblent pour jouer et rire. Ils nous aident à nous unir et à tisser des liens d'amitié. Cela permet d'éviter les tensions qui peuvent nous diviser. (entretien, membre de l'assemblée de Kokoligu, 21 avril 2025)

Les entretiens ont révélé qu'en jouant ensemble à ces jeux, les communautés interagissent, abandonnent les positions qui les divisent et favorisent la cohésion et la solidarité entre elles. Ceux-ci contribuent donc à prévenir l'exploitation ou la radicalisation par les organisations extrémistes violentes.

## 1.6 ARRESTATION ET FOUILLE DES ÉTRANGERS ET DES COMMERÇANTS

Au Sahel, les organisations extrémistes violentes ont exploité la porosité des frontières pour s'étendre, acheminer des armes et accéder à des approvisionnements (Center for Preventive Action, 2025 ; Institute for Security Studies, 2025). Pour éviter cela, certaines communautés frontalières le long de la Volta noire, dans les régions de Lawra, Kokoligu et Hamile, arrêtent et fouillent les étrangers et les commerçants qui entrent ou sortent de leurs communautés pour se rendre au Burkina Faso, en surveillant toutes les zones frontalières, y compris les itinéraires non approuvés. L'objectif est d'empêcher les personnes de transporter des objets illicites tels que des drogues, des armes à feu ou des marchandises de contrebande, et d'empêcher les organisations extrémistes violentes de bénéficier d'activités criminelles organisées ou de les faciliter. Cette initiative, bien qu'elle ne soit pas nécessairement autochtone, est une approche ascendante qui est innovante par rapport aux efforts antérieurs de lutte contre l'extrémisme, qui sont généralement descendants et excluent les acteurs locaux en dehors du secteur de la sécurité. Elle garantit la participation significative et l'inclusion des acteurs locaux dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

## 2 LIMITES DES MÉCANISMES DE RÉSILIENCE AUTOCHTONES DANS LES COMMUNAUTÉS FRONTIÈRES

De multiples défis limitent l'efficacité des mécanismes de résilience autochtones des communautés frontalières face à l'extrémisme violent. Les principaux défis sont une logistique inadéquate, une formation insuffisante, des responsables de la sécurité corrompus et des télécommunications de mauvaise qualité, autant d'éléments qui nuisent à leur capacité opérationnelle.

### 2.1 CONTRAINTES LOGISTIQUES

Les chefs religieux ont indiqué que les contraintes logistiques limitent la portée de leurs efforts de sensibilisation et de renforcement des capacités. De même, les groupes de surveillance communautaires ont fait état d'un manque de ressources vitales telles que le transport et l'équipement de protection, ce qui a considérablement affecté leur moral. Le soutien financier à leurs patrouilles est sporadique, certains membres de l'assemblée fournissant de petites sommes d'argent (par exemple, 30.00 GH ou 50.00 GH, soit environ 2,30 € et 3,80 €) pour le carburant. Les entretiens ont également révélé que le manque d'équipement de protection décourage la participation des jeunes : par exemple, dans le district de Wa ouest, l'absence de gilets de sauvetage limite la volonté des volontaires de patrouiller dans des zones à risque telles que la Volta noire. Un membre de l'assemblée du district de Wa ouest a déclaré :

Nos jeunes qui font partie du groupe de surveillance patrouillent habituellement sur la Volta noire en utilisant un canoë. Comme des gens traversent tous les jours nous patrouillons cette zone. Mais le problème est qu'ils n'ont pas de gilet de sauvetage pour les protéger de la noyade. Ils n'ont rien pour résister ou se défendre lorsque ces terroristes veulent passer ici. La dernière fois, des criminels ont volé tout le bétail de mon oncle et l'ont envoyé au Burkina Faso. Quand ils volent aussi des choses au Burkina, ils les apportent ici. Ils sont armés de fusils et d'autres choses, et nous n'avons que des coutelas, alors nous ne pouvons rien faire. C'est l'un des défis auxquels nous sommes confrontés. De nombreux jeunes ne veulent plus se porter volontaires pour faire partie d'un groupe de surveillance, car ils craignent pour leur vie. (entretien, membre de l'assemblée du district de Wa ouest, 24 mai 2025)

### 2.2 CAPACITÉ ET FORMATION INADÉQUATES

Les entretiens ont révélé que le manque de capacités et de formation limite la capacité des acteurs locaux à contribuer efficacement à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent. Bien que des organisations de la société civile telles que le PNUD Ghana, Teen Talk Ghana, WANEP, USAID et le Centre ouest-africain de lutte contre l'extrémisme (WACCE) aient mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités dans les zones frontalières, certains des acteurs locaux interrogés ont déclaré avoir des capacités limitées en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Un dirigeant islamique a expliqué :

Nous ne sommes pas en mesure de détecter suffisamment tôt les individus et les actes extrémistes en raison d'une connaissance insuffisante. Le Conseil de paix et le NCCE ont bien travaillé, mais nous avons besoin de plus de formation, car nous voyons parfois beaucoup d'étrangers ici et nous ne savons pas comment ils sont arrivés à Nandom. Ils devraient donc essayer de nous éduquer davantage sur l'extrémisme violent. (entretien, leader islamique de Nandom, 26 mai 2025)

De même, de nombreux groupes de surveillance communautaires n'ont pas reçu de formation adéquate en matière de police de proximité, de protocoles d'arrestation et de surveillance des situations, ce qui a une incidence sur la qualité de leur collecte de renseignements et leur réactivité face à l'extrémisme violent. Seul le groupe de surveillance communautaire de Sapelliga a bénéficié d'un soutien à la formation de la part du PNUD Ghana et du Conseil national pour la paix (PNUD Ghana, 2025), tandis que d'autres, dans la région du Haut Ghana occidental, ont déclaré n'avoir reçu aucune formation. Par conséquent, les groupes qui n'ont pas reçu de formation adéquate propagent parfois des rumeurs non vérifiées, ce qui accroît les craintes de la communauté à l'égard de l'extrémisme violent.

## 2.3 AGENTS DE SÉCURITÉ CORROMPUS

Certains agents de sécurité interrogés ont affirmé que certains de leurs collègues acceptaient des pots-de-vin de la part de personnes empruntant des itinéraires non approuvés, facilitant ainsi les activités illicites. Les individus impliqués dans des activités illicites empruntent alors les itinéraires gardés par ces fonctionnaires corrompus, au lieu de ceux surveillés par les groupes de surveillance communautaires ou des agents de sécurité honnêtes (Kuupiel & Aubyn, 2025). Bernard (2025) affirme que certains agents de sécurité aux frontières encaissent les paiements des commerçants transfrontaliers sans leur donner de reçu, ce qui pousse les gens à emprunter des itinéraires non approuvés pour échapper aux extorsions de certains agents de sécurité. Ces pratiques de corruption entravent les efforts des groupes de surveillance communautaires - puisqu'ils dépendent de la coopération avec les forces de sécurité - et contribuent à l'afflux d'étrangers dans les communautés frontalières. Un chef religieux de Nandom a déclaré :

Les agents en poste à nos frontières doivent faire preuve de diligence dans leur travail. Ils doivent s'assurer du type de personnes qui entrent et sortent du pays. Ils ne le font pas. (entretien, leader islamique à Nandom, 26 mai 2025)

De manière inquiétante, le PNUD Ghana (2023) affirme que les communautés frontalières telles que Hamile, Tumu, Gwollu, Wechiau, Charikpong, Dorimon, Babile (région du Haut Ghana occidental), et Mognori, Paga, Pulmakan, Kulungungu, et Missiga (du Haut Ghana oriental) sont devenues des routes pour le commerce illicite et la contrebande de céréales, d'essence, d'engrais, d'armes à feu, de motos, de voitures et de vêtements. Ces activités illicites pourraient être exploitées par les organisations extrémistes violentes pour financer leurs opérations. Le renforcement de la résilience des communautés face à l'extrémisme violent nécessite de véritables partenariats entre les institutions étatiques et les communautés (Ellis & Abdi, 2017). Les activités corrompues des forces de sécurité aux frontières peuvent donc saper la coopération entre la communauté et l'État en matière de sécurité, entravant ainsi les efforts collectifs de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

## 2.4 DES TÉLÉCOMMUNICATIONS INSUFFISANTES

Les participants ont indiqué que l'insuffisance des télécommunications empêchait l'échange rapide des informations d'alerte précoce avec les autorités chargées de la sécurité dans leurs communautés. Les membres de l'assemblée, les responsables de la sécurité et les dirigeants communautaires du district de Wa ouest ont indiqué que ce problème empêchait les patrouilles des groupes de surveillance communautaires d'informer rapidement les autorités des menaces, retardant ainsi les réponses aux signaux d'alerte précoce, comme l'a expliqué un membre de l'assemblée interrogé :

L'un de nos principaux problèmes est le réseau. Il arrive que nous restions sans bon réseau pendant des jours. Ainsi, lorsque nos hommes patrouillent à la frontière et dans la Volta noire et qu'ils constatent des mouvements d'étrangers vers la communauté, ils ont du mal à me joindre. Les responsables de la sécurité ont mon numéro pour que nous puissions échanger des informations. Mais le problème, c'est qu'au moment où vous recevez l'information, ces étrangers sont entrés et se sont échappés. La dernière fois qu'ils [les groupes de surveillance communautaires] ont vu des étrangers du Burkina Faso traverser la frontière avec du bétail, ils ont essayé de m'appeler, mais le réseau était mauvais. Lorsqu'ils ont réussi à m'avoir et que j'ai transmis l'information à la sécurité, il était déjà trop tard. (entretien, membre de l'assemblée du district de Wa ouest, 24 mai 2025)

Cela souligne le besoin critique d'une connectivité réseau fiable dans les régions frontalières, afin de garantir l'efficacité des systèmes d'alerte précoce et de réponse aux menaces liées à l'extrémisme violent.

# 3 IMPLICATIONS DE L'UTILISATION DES MÉCANISMES DE RÉSILIENCE AUTOCHTONES POUR LA POLITIQUE ET LA PRATIQUE

L'utilisation de mécanismes et de pratiques de résilience autochtones contre l'extrémisme violent dans les communautés frontalières du nord du Ghana a plusieurs implications politiques et pratiques.

## 3.1 IMPLICATIONS POLITIQUES

Les résultats soulignent la nécessité d'une intégration continue des mécanismes de résilience communautaires dans la stratégie nationale et le cadre politique du Ghana pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, afin de garantir une approche holistique de la menace et de promouvoir l'appropriation, l'implication et l'engagement de la communauté locale envers la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Cette intégration peut être réalisée grâce à l'utilisation d'un système d'alerte et de réponse rapide piloté par la communauté, à la création de forums de coordination et à la cogestion de la sécurité des frontières. Elle exige également que les acteurs et les dirigeants des communautés frontalières participent à la prise de décision concernant la planification, la conception, la mise en œuvre, la gestion, le suivi et l'évaluation des réponses à l'extrémisme violent. Cela permettrait de renforcer la capacité opérationnelle et l'engagement communautaire, tout en alignant les stratégies nationales et les mécanismes de protection locaux sur les réalités locales. Les agences étatiques et les communautés frontalières ont besoin l'une de l'autre dans la lutte contre l'extrémisme violent. À cet égard, les programmes d'engagement communautaire sont essentiels pour instaurer la confiance et favoriser des relations solides entre les communautés frontalières et les agences de sécurité de l'État.

## 3.2 IMPLICATIONS PRATIQUES

Les groupes de surveillance communautaires peuvent contribuer de manière significative à la vigilance de la communauté, à la collecte de renseignements et à la transmission de signaux d'alerte précoce d'extrémisme violent. Ils peuvent aider les services de renseignement et les organisations de la société civile œuvrant à la consolidation de la paix à recueillir des données en temps réel. Toutefois, le manque de formation des groupes de surveillance communautaires pourrait les amener à agir comme des forces de sécurité et des tribunaux parallèles, s'ils outrepassent leurs compétences en arrêtant, en jugeant et en punissant des éléments soupçonnés d'extrémisme violent ou des criminels. Les chefs traditionnels et religieux peuvent également contribuer à sensibiliser les communautés à l'extrémisme violent, ainsi qu'à résoudre les tensions et à promouvoir la cohésion entre les groupes ethniques. Ils sont particulièrement bien placés pour utiliser leur capital social, leurs connaissances locales, leurs pratiques et leurs coutumes pour régler les différends au niveau local et favoriser la cohésion entre les différents groupes ou identités (Osei-Kufuor & Bukari, 2022). La collaboration entre les agences de sécurité du Ghana et les communautés frontalières est cruciale pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les communautés frontalières du Ghana contribuent à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent par des initiatives locales, en mobilisant des ressources, en partageant des informations et en travaillant par l'intermédiaire de leurs réseaux sociaux. Le capital social favorise l'unité, la sensibilisation et la solidarité au sein des communautés frontalières. Les mécanismes et les pratiques utilisés dans les interactions quotidiennes des communautés frontalières peuvent renforcer la stratégie anti-insurrectionnelle du Ghana et sa résistance à la violence armée, en servant de systèmes d'alerte précoce et en garantissant l'appropriation locale des efforts de prévention et l'engagement en leur faveur. La présente note de synthèse formule les recommandations suivantes :

### Le gouvernement ghanéen et les organismes nationaux

1. Intégrer des mécanismes de résilience d'origine communautaire dans la stratégie nationale pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent afin de promouvoir une approche holistique, avec une appropriation et une participation locales aux efforts de prévention.
2. Renforcer les programmes d'engagement communautaire dans les zones frontalières afin de favoriser des relations solides et de confiance et d'accroître la volonté des acteurs locaux de partager les informations relatives à l'extrémisme violent avec les autorités de l'État.
3. Le Centre national de coordination des mécanismes d'alerte précoce et de réaction (NCCRM) devrait collaborer avec les organisations de la société civile pour former, doter en ressources, renforcer et utiliser les groupes de surveillance communautaires dans le cadre de leurs systèmes d'alerte précoce, afin de surveiller, de détecter et de réagir rapidement aux activités de l'extrémisme violent.

### La société civile

1. Les organisations de la société civile telles que le WANEP devraient faciliter un dialogue régulier entre les communautés frontalières du Ghana et les forces de sécurité de l'État, et concevoir et mettre en œuvre des initiatives de renforcement de la confiance visant à consolider la coopération et à prévenir l'extrémisme violent.
2. Les organisations de la société civile telles que le WANEP devraient soutenir le dialogue pour aider à résoudre les différends entre les communautés et les groupes frontaliers, en favorisant la cohésion et en empêchant les extrémistes d'exploiter les différends locaux.
3. Les organisations de la société civile telles que le WANEP et les institutions publiques telles que le NCCE devraient concevoir et mettre en œuvre des initiatives de sensibilisation à l'extrémisme violent dans les communautés frontalières du Ghana, et renforcer la capacité des dirigeants communautaires à mener des activités de sensibilisation.

### Les communautés frontalières

1. Accroître la vigilance et communiquer rapidement aux autorités chargées de la sécurité les informations vitales en matière d'alerte précoce afin qu'elles puissent réagir.
2. Collaborer et coopérer entre et avec les forces de sécurité de l'État pour améliorer la sensibilisation, surveiller les activités transfrontalières et partager les informations relatives à l'extrémisme violent.

## RÉFÉRENCES

- Adam, K., Tayviah, M. M., & Bismark, O. A. (2024). The impact of religious diversity on socio-ethical behaviour: Case study of the Kotei community in Ghana. *Asian Research Journal of Arts & Social Sciences*, 22(4), 13-22.
- Africa Center for Strategic Studies. (2020). Boko Haram and the Islamic State in West Africa target Nigeria's highways. Africa Center for Strategic Studies.
- Africa Center for Strategic Studies. (2024). Africa's constantly evolving militant Islamist threat. Africa Center for Strategic Studies.
- Agyeman, L. O. (2021). Understanding the causes and dynamics of conflicts in Ghana: Insights from Bawku traditional area. *Ghana Journal of Development Studies*, 18(2), 97-116.
- Ahmed, A. (2022). Farmer-herder conflicts in northern Ghana amid climate change: Causes and policy responses [Policy Brief No. 9]. *Megatrends Afrika*.
- Ammour, L. A. (2020). How violent extremist groups exploit intercommunal conflicts in the Sahel. Africa Center for Strategic Studies.
- Aning, K., & Abdallah, M. (2013). Islamic radicalisation and violence in Ghana. *Conflict, Security & Development*, 13(2), 149-167.
- Aning, K., & Amedzrator, L. (2022). Beneath the seeming resilience: Assessing Ghana's vulnerabilities to threats from violent extremist groups. KAIPTC.
- Appiah-Boateng, S., & Osei-Kufuor, P. (2024). Gaps and needs in conflict prevention, peacebuilding, early warning and mediation mechanisms and structures in Ghana and its border areas [Working Paper No. 2]. Research and Action for Peace (REcAP) Network.
- Assanful, V. (2023). "To fast or not to fast": Religious diversity and peaceful coexistence in Ghana. *Oguua Journal of Religion and Human Values*, 6(3), 1-19.
- Aubyn, F. K. (2021). The risk of violent extremism and terrorism in the coastal states of West Africa: Assessing Ghana's vulnerabilities, resilience and responses. African Centre for the Constructive Resolution of Disputes.
- Bernard, A. (2025). Life on the line: Stability and livelihoods in coastal West Africa: Chapter 3: Stability and livelihood challenges near the Hamile–Ouessa and Pô–Paga border regions between Ghana and Burkina Faso. *Cross-Border Conflict Evidence, Policy and Trends (XCEPT)*.
- Bukari, K. N. (2013). Exploring indigenous approaches to conflict resolution: The case of the Bawku conflict in Ghana. *Journal of Sociological Research*, 4(2), 86-104.
- Bukari, K. N. (2017). Farmer-herder relations in Ghana: Interplay of environmental change, conflict, cooperation and social networks [Doctoral dissertation]. Georg-August University of Göttingen.
- Bukari, K., & Koren, O. (2025). [Insurgency, border contiguity, and social conflict in neighbor countries](#). *Journal of Conflict Resolution*, 70(2-3), 414-439.
- Center for Preventive Action. (2025, September 4). [Violent extremism in the Sahel](#). *Global Conflict Tracker*.
- Crowe, N., Walls, M., Oberstar, V., Gone, J. P., Kitto, M., Bernu, C., & Weiss, N. M. (2024). Indigenous perspectives on strengths, resilience, and wellbeing. *International Journal of Indigenous Health*, 19(1), 1-23.
- Dalgaard-Nielsen, A., & Schack, P. (2016). Community resilience to militant Islamism: Who and what?: An explorative study of resilience in three Danish communities. *Democracy and Security*, 12(4), 309-327.
- Djanato, E., Djeton, D., & Gonroudobou, M. (2024). Women's community initiatives in the fight against violent extremism in northern Benin [Policy Brief No. 4]. Research and Action for Peace (REcAP) Network.
- Eizenga, D. (2020). Chad and the escalating fight against Boko Haram. Africa Center for Strategic Studies.
- Ellis, B. H., & Abdi, S. (2017). Building community resilience to violent extremism through genuine partnerships. *American Psychologist*, 72(3), 289-300.

- Ellis, B. H., Bixby, C., Miller, A., & Sideridis, G. (2016). Understanding pathways to and away from violent radicalization among resettled Somali refugees. Office of Justice Programs' National Criminal Justice Reference Service.
- Emmelkamp, J., Asscher, J. J., Wissink, I. B., & Stams, G. J. J. M. (2020). Risk factors for (violent) radicalization in juveniles: A multilevel meta analysis. *Aggression and Violent Behavior*, 55, 1-16.
- Flan, M. C. (2024). Community mechanisms and structures to counter the threat of violent extremism in northern Côte d'Ivoire [Policy Brief No. 2]. Research and Action for Peace (REcAP) Network.
- Ghana Boundary Commission. (2024). 2024 annual report. Policy, Plans, Monitoring and Evaluation Department of the Ghana Boundary Commission.
- Ghana Statistical Service. (2021). Background characteristics. Ghana 2021 population and housing census, general report, Vol. 3C. Ghana Statistical Service.
- Ibrahim, M. G., Adjei, J. K., & Boateng, J. (2019). Relevance of indigenous conflict management mechanisms: Evidence from Bunkpurugu-Yunyoo and Central Gonja Districts of Northern Region, Ghana. *Ghana Journal of Development Studies*, 16(1), 22-45.
- Institute for Security Studies. (2025, July 2). Illicit activities fuel extremism in the Sahel's conflict zones. ISS Africa. <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/illicit-activities-fuel-extremism-in-the-sahel-s-conflict-zones>
- Kuupiel, C. M. (2021). A study of the Zongo Imamship conflict in Nandom [MPhil dissertation]. University of Education, Winneba.
- Kuupiel, C. M., & Aubyn, F. K. (2025). [Guardians at the borders: Localising violent extremism prevention through community watchdog groups in northern Ghana](#). West Africa Network for Peacebuilding.
- Kuupiel, C. M., & Nangwele, L. D. (2022). Intra-sectarian tensions in the Muslim community in Nandom in the Upper West Region of Ghana: Dynamics and Actors. *Journal of Philosophy, Culture and Religion*, 55(6), 37-48.
- Kuupiel, C. M., & Nangwele, L. D. (2025). Why the resolution of the Nandom Imamship conflict has not been successful. *Journal of Philosophy, Culture and Religion*, 59(3), 11-24.
- Le Roux, P. (2019a). Exploiting borders in the Sahel: The Islamic State in the Greater Sahara. Africa Center for Strategic Studies.
- Le Roux, P. (2019b). Confronting Central Mali's extremist threat. Africa Center for Strategic Studies.
- Makki, M., & Akash, S. A. (2022). [Building community resilience to violent extremism through community-based youth organizations: A case of post-conflict North Waziristan](#), Pakistan. *Sustainability*, 14, 1-14.
- Ministry of National Security. (2019). National Framework for Preventing and Countering Violent Extremism and Terrorism in Ghana. Ministry of National Security, Ghana.
- National Commission for Civic Education. (2023). Baseline study on preventing and containing violent extremism in eight regions in the northern part of Ghana. National Commission for Civic Education.
- NATO Strategic Direction-South Hub & African Centre for the Study and Research on Terrorism. (2022). The contagion of violent extremism in West African coastal states. A Joint Report by NATO Strategic Direction-South Hub & African Centre for the Study and Research on Terrorism.
- Osei-Kufuor, P., & Bukari, K. N. (2022). Civil society organisations, conflict prevention and peacebuilding in northern Ghana. *Oguaa Journal of Social Sciences*, 10(1), 1-17.
- Sajid, I., Ahmed, S., & Butt, B. I. (2021). Religion, community resilience and countering violent extremism in Dir Valley, Pakistan. *Journal of Humanities, Social and Management Sciences*, 2(2), 213-227.
- Schanzer, D., Kurzman, C., Toliver, J., & Miller, E. (2016). The challenge and promise of using community policing strategies to prevent violent extremism: A call for community partnerships with law enforcement to enhance public safety. Duke University.
- Soeters, S., Weesie, R., & Zoomers, A. (2017). Agricultural investments and farmer-Fulani pastoralist conflict in West African drylands: A northern Ghanaian case study. *Sustainability*, 9(11), article no. 2063.

- Sowatey, E. A., & Atuguba, R. A. (2014). Community policing in Accra: The complexities of local notions of (in)security and (in) justice. In P. Albrecht & H. M. Kyed (Eds.), *Policing and the politics of order making*. Routledge.
- Tengzu, P. (2024, July 27). [Group calls for immediate intervention in tribal dispute in Lambussie](#). Ghana News Agency.
- The Commonwealth & National Peace Council. (2022). Preventing and countering violent extremism: Practitioners' guide: Training for Ghana National Peace Council (NPC). Commonwealth Secretariat.
- UNDP Ghana. (2023). Vulnerability assessment on the threats of violent extremism and radicalisation in northern regions of Ghana. UNDP Ghana.
- UNDP Ghana. (2025, June 24). [Sapeliga community peace committee leads cross-border security response in Ghana's Upper East Region](#). UNDP Ghana.
- Yadeun-Antuñano, M., & Vieira, L. C. (2019). [Indigenous perspectives of resilience: Strength and adaptive strategies](#). In W. Leal Filho, T. Wall, U. Azeiteiro, A. Azul, L. Brandli, & P. Özuyar (Eds.), *Good health and well-being: Encyclopedia of the UN Sustainable Development Goals*. Springer.
- Yahuza, N.-H., Sulaiman, K. U., & El-Muhammady, A. E. M. B. U. (2025). [Exploring radicalisation phenomenon among Muslims in Ghana: Challenges and prospects](#). *MAQOLAT: Journal of Islamic Studies*, 3(2), 133-156.
- Yaro, D. S., & Kipo-Sunyehzi, D. D. (2024). Politics, chieftaincy and violent extremism: Case of Chereponi-Wenchiki in Ghana-To-go Border. *African Quarterly Social Science Review*, 1(3), 22-33.

---

## À PROPOS DE L'AUTEUR

### Chrispin MWINKYOGTAA KUUPIEL

Chrispin Mwinkyogtaa Kuupiel est originaire de Danko, une localité de la municipalité de Nandom, dans la région du Haut-Ouest du Ghana. Il a terminé ses études primaires à l'école primaire St. Paul en 2007, puis a poursuivi sa scolarité au collège St Andrews, où il a obtenu son diplôme en 2009. Il a ensuite obtenu son diplôme d'études secondaires (WASSCE) au lycée Daffiamah de 2009 à 2013. Après le lycée, il a intégré l'Université d'éducation de Winneba (UEW) et obtenu une licence en sciences sociales en 2018. Il a poursuivi ses études et obtenu un master de philosophie (MPhil) en droits de l'homme, conflits et études de la paix en 2021. Chrispin a également suivi une formation professionnelle en médiation au Centre de résolution des conflits Marian. Il est actuellement doctorant en études de la paix et du développement au Département d'études de la paix de l'Université de Cape Coast (UCC). Durant son doctorat, Chrispin a travaillé avec WANEP, SIPRI et le DRC dans le cadre du programme de mentorat REcAP, en tant que mentoré. Ses recherches portent sur l'extrémisme violent, l'analyse et la résolution des conflits, la consolidation de la paix, le vigilantisme politique, les conflits intergroupes et intragroupes, et les droits humains.

## MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra  
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana  
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: [recapsecretariat@wanep.org](mailto:recapsecretariat@wanep.org)

[www.recapnetwork.org](http://www.recapnetwork.org)

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

## RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

[www.recapnetwork.org](http://www.recapnetwork.org)

